

Réponses à l Observatoire de la transparence dans les politiques du médicament

OTMEDS.ORG
Observatoire de la transparence dans les politiques du médicament

Chers amiEs,

Vous nous interrogez sur le programme de Philippe Poutou et du NPA, puisqu en fait Philippe est le porte-parole d un collectif militant, sur la politique du médicaments et nous demandez des liens vers ces éléments de programme. Nous vous joignons quelques liens à la fin de ce courrier, et notamment le site NPA santé Sécu Social, où vous pourrez faire toutes les recherches par mot clef. Mais d abord quelques mots

Dans cette campagne présidentielle, la candidature de Philippe Poutou défend une ‘rupture anticapitaliste, car nos vies valent plus que leurs profits’. C est évidemment encore plus vrai quand il s agit des profits scandaleux de Big Pharma, qui pille notre Sécu et prive les pays les plus pauvres de vaccins et traitements contre la covid, de ses affaires de corruption de médecins ou d instance sanitaires de contrôle, de son emprise sur les journaux médicaux, des multiples pénuries et ruptures de stock de médicaments, pour cause de production à flux tendu et de fourniture privilégiée des marchés les plus rentables, des multiples scandales de santé, de la Dépakine au Médiator, des recherches négligées contre les pathologies du Sud ou les maladies orphelines. Une industrie qui copie à l infini ses propres molécules, pour reculer la chute dans le domaine public de ses brevets, qui transforme en prise médicamenteuse nos plaintes et nos anxiétés, nos insomnies et nos désirs. Une industrie qui a des budgets marketing supérieurs à ceux de la recherche et développement. Qui inonde les marchés solvables de molécules souvent mal testées, peu utiles ou qui n apportent qu une amélioration du service médical rendu fort modeste. Et les fait payer très cher à la Sécurité sociale, avec la complicité des gouvernants...

Philippe Poutou a donc logiquement soutenu votre lettre ouverte à Macron pour la levée des brevets et des droits de propriété intellectuelle sur les vaccins, traitements, tests, dispositifs de santé contre la Covid. D'autant qu ils ont été permis grâce aux milliards d euros d argent public. En ce sens, le refus de Macron de lever les brevets à l OMC est "un crime contre l humanité", pour reprendre les termes de l éditorial du *British Médical Journal* de juillet 2021.

La pandémie de Covid 19 a fait émerger cette exigence universelle de levée des brevets, contre l apartheid vaccinal et sanitaire, contre les prix hauts qui privent le monde de vaccins et de traitements

Mais c était aussi une exigence des activistes du Nord et du Sud au moment du VIH Sida, quand les 31 plus grands trusts pharmaceutiques mettaient en procès l Afrique du Sud, en 2001, pour avoir voté une loi permettant la fabrication ou l importation d'anti-viraux génériques contre le Vih. C est aussi une exigence salutaire face aux prix déments exigés par l industrie pharmaceutique pour les nouveaux traitements contre l'hépatite C ou les cancers. En une quinzaine d années, le prix moyen des traitements de cancérologie a bondi de 10 000 à plus de 120 000 euros par patientE et par an. Médecins du Monde pouvait titrer sur ses affiches *«Un milliard d euros de bénéfices, l hépatite C on en vit très bien»*, *«Bien placé, un cancer peut rapporter jusqu à 120000 euros»*, *«Une leucémie, c est en moyenne 20 000% de marge brute»*, ou encore *«Le mélanome, c est quoi exactement? C est quatre milliards de chiffre d affaires»*.

C est donc bien d un problème général dont il s agit, structurel. Le médicament n est pas une marchandise et doit être un bien commun universel de toute l humanité.

Pour cela, pas d autre solution que de sortir du marché la santé et les médicaments. Comment ? En levant en urgence les brevets et droits de propriété intellectuelle sur la santé et les médicaments, et en réquisitionnant et socialisant l industrie pharmaceutique. Sous le contrôle de la population, des salariés, des associations indépendantes de patients,

de médecins, de pharmacologie, avec une coopération des peuples à l échelle internationale pour un accès universel.

Les médicaments sont un droit, un bien commun, pas une source de profit pour Sanofi, Merck Gsk ou Moderna, pas de la charité contrôlée par Covax, Gavi, Bill ou Mélinda Gates ou le philanthrope-capitalisme™

Nous préférons le terme de socialisation à celui de nationalisation. Une appropriation collective, contrôlée par la population, et pas étatique. D autant que l Etat actuel a déjà largement démontré qu il est au service des classes dominantes.

Cela ne peut se faire en se limitant seulement à un simple « pôle public du médicament », à côté des Sanofi, Pizer, Moderna qui resteraient privés. Dans la santé, nous avons l exemple du « pôle public des hôpitaux » victime de l austérité, des pénuries de personnels, qui prend en charge les soins les moins rentables, la formation, la permanence des soins, les urgences, alors que les cliniques privées se positionnent sur les créneaux des soins rentables.

Il faut une solution plus radicale, la socialisation du secteur de la pharmacie, du médicament, pour les proclamer réellement biens communs universels. C est aussi le seul moyen de prendre le pouvoir sur les choix de la recherche, les essais cliniques, les prix, la distribution, l information, la pharmaco-vigilance, et aussi la transparence, contre le secret commercial qui est l autre versant des brevets. D ailleurs nous n oublions pas que ce sont nos cotisations sociales, donc une part de nos salaires, qui financent les laboratoires pharmaceutiques depuis des années. Ils nous appartiennent donc. Nous refusons de les subventionner encore. Ils sont à nous, pas à leurs actionnaires!

Le médicament est un bien commun. Il doit nous appartenir à travers la socialisation de l industrie pharmaceutique, un service public du médicament contrôlé par la population! Surprofits sur le dos des malades et de la Sécu, pathologies du Sud oubliées, scandales de santé, alertes négligées, corruption des décideurs de santé™ Les capitalistes de Big Pharma ont montré qu ils aiment moins notre santé que leurs profits. Aussi nous soutenons toutes les exigences portées par le mouvement social, les lanceurs d alerte. Celles de Médecins du monde pour baisser le prix des médicaments, celle de la revue indépendante Prescrire d une expertise indépendante des médicaments et de la fin de la visite médicale, l exigence du Formindep d une formation médicale indépendante des labos. Celles du collectif Brevets sur les vaccins anti-covid stop. Réquisition et de l Observatoire de la transparence dans les politiques du médicament de la levée des droits de propriété intellectuelle à l'OMC™

Mais nous ne voulons pas seulement «contrôler» Big Pharma, il faut aussi orienter la recherche réellement en fonction des besoins de santé publique. Aucun conseil d administration ne prendra le risque d une recherche non rentable. Il faut donc arracher le pouvoir de décision aux actionnaires et un service public du médicament, sous le contrôle des salariéEs, des associations, des scientifiques indépendants, des peuples, pour définir les priorités de santé. Il faut aussi que les essais cliniques soient non seulement transparents, publics et consultables, mais orientés réellement et dès le départ par la recherche du meilleur service médical rendu, et pas par la volonté de profit. Pour cela, il faut exiger qu ils soient réalisés par des médecins chercheurs indépendants des laboratoires, ce qui passe par un service public du médicament et la fin du pouvoir des actionnaires. Il faut enfin en finir avec les brevets, le cœur du moteur des profits du capitalisme pharmaceutique qui prive ceux qui n ont pas de revenus du droit à ces biens communs que devraient être les médicaments. Car nos vies, notre santé valent plus que leurs profits!

Enfin une remarque. Le rappel que le soin ne se résume pas aux médicaments, aux traitements. En France la différence d espérance de vie de 7,5 ans entre les ouvriers et les cadres, entre Poutou et Macron ne vient pas essentiellement d une différence d accès aux médicaments ou soins, mais est bien due à un travail qui use, qui tue, à un stress qui ronge, à une alimentation de moins bonne qualité, à une plus grande pollution des quartiers populaires et des usines™ Changer la vie pour ceux d en bas, les 99%, c est le moyen fondamental d une vie en meilleure santé!

Et s il faut évidemment des traitements, il faut aussi développer les solutions non médicamenteuses. Il faut refuser la surconsommation médicale, d antibiotiques, de somnifères, de psychotropes, dont la France est un des plus grands utilisateurs, il faut refuser la mise sur le marché de médicaments inutiles et dangereux, exiger le développement de

méthodes de prise en charge non médicamenteuses de nombreuses pathologies comme l insomnie, l anxiété, favoriser l accès aux psychologues, l éducation thérapeutique"

Mais il faut aussi réaffirmer que l humanité a besoin de médicaments, peu nombreux, efficaces, bien testés, peu chers, accessibles à touTEs et partout, aux effets secondaires limités et socialement acceptés. Et cela au Nord comme au Sud. Cela passe par la levée des droits de propriété intellectuelle en urgence, et la mobilisation pour la réquisition et la socialisation de l industrie pharmaceutique sous le contrôle des populations.

Cordialement,
L équipe santé de Philippe Poutou

Quelques liens, avec d abord le site de la commission NPA Santé Sécu Social où vous pouvez faire vos recherches : http://sante-secu-social.npa2009.org/
Vous pouvez aussi consulter le dossier du NPA sur les médicaments. « industrie pharmaceutique en accusation : Remèdes mortels et crime organisé, comment l industrie pharmaceutique a corrompu les services de santé » (avec notamment l encadré "Ce que nous voulons") https://lanticapitaliste.org/sites/default/files/antik355-couleurs.pdf (page 6 et 7)
Vidéo de l interview de Philippe Poutou dans l'émission de Laurent Ruquier où les questions de santé ont été abordées : https://nouveaupartianticapitaliste.org/videos/philippe-poutou-invite-de-laurent-ruquier-et-lea-salame-220122